

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP****MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES**

F. 95 — 2009

[S-Mac — 29341]

**21 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant les modalités de subventionnement pour 1995, des centres d'accueil et pouponnières**

Le Gouvernement de la Communauté française.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu le décret du 22 décembre 1994 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1995, notamment l'allocation de base 41.01.12, division organique 25 - Titre I;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 30 mars 1995;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de liquider sans délai pour 1995 les subventions aux centres d'accueil et pouponnières;

Sur proposition de la Ministre-Présidente ayant la politique de l'enfance et la promotion de la santé dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 avril 1995.

Arrête :

**Article 1er.** L'O.N.E. intervient à concurrence des taux déterminés ci-après, par jour et par enfant, dans les frais d'hébergement des centres d'accueil pour enfants, agréés par lui :

1° 1 805 F pour les enfants de zéro à deux ans (jour anniversaire);

2° 1 685 F pour les enfants de plus de deux ans à sept ans (jour anniversaire);

3° 1 230 F pour les enfants de plus de sept ans à douze ans (jour anniversaire), pour autant qu'ils accompagnent un frère et/ou un sœur de moins de sept ans.

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

**Art. 2.** Le taux d'intervention de l'O.N.E. dans les frais d'hébergement d'enfants dans les pouponnières est fixé, par jour et par bénéficiaire à :

1° 1 805 F pour les enfants de zéro à deux ans (jour anniversaire);

2° 1 685 F pour les enfants de plus de deux ans à sept ans (jour anniversaire);

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

**Art. 3.** Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public effectue un placement dans un centre d'accueil ou dans une pouponnière, il intervient à concurrence des taux journaliers fixés aux articles 1er et 2.

En outre, il couvre la participation financière des parents fixée forfaitairement à 435 F par jour et par enfant.

**Art. 4.** Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public est dans l'impossibilité d'acquitter les taux visés aux articles 1er et 2, l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut, dans la limite de ses crédits, supporter la différence entre l'intervention de cet organisme et lesdits taux, excepté pour les placements effectués à l'initiative de l'Administration de l'Aide à la Jeunesse.**Art. 5.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer des avances sur subventions aux pouvoirs organisateurs de centres d'accueil et pouponnières selon des modalités fixées par lui.**Art. 6.** Les interventions prévues aux articles précédents ne sont allouées que dans les limites des crédits prévus à cette fin au budget de l'O.N.E.**Art. 7.** Les centres d'accueil pour enfants visés à l'article 1er ainsi que les pouponnières visées à l'article 2 sont tenus de réclamer aux parents ou aux personnes qui ont légalement la charge des enfants, une participation financière par jour de placement calculée selon la grille fixée à l'annexe 1.**Art. 8.** Le mode de calcul de la participation financière visée à l'article 7 figure en annexe 2 du présent arrêté.**Art. 9.** Les modèles de documents devant être introduits par les parents ou les personnes ayant légalement la charge des enfants, figurent en annexe 3 et 4.**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995, sauf l'article 7 qui entrera en vigueur à la date de parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.**Art. 11.** La Ministre ayant la politique de l'enfance et la promotion de la santé dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

## Annexe I

Revenus mensuels nets cumulés du ménage	Participation financière par jour et par enfant		Revenus mensuels nets cumulés du ménage	Participation financière par jour et par enfant	
	100%	70%		100%	70%
20 999	61	61			
21 000 - 21 999	116	82	51 000 - 51 999	361	253
22 000 - 22 999	137	96	52 000 - 52 999	368	259
23 000 - 23 999	157	110	53 000 - 53 999	375	262
24 000 - 24 999	172	120	54 000 - 54 999	382	268
25 000 - 25 999	177	125	55 000 - 55 999	389	272
26 000 - 26 999	187	131	56 000 - 56 999	397	277
27 000 - 27 999	193	135	57 000 - 57 999	403	283
28 000 - 28 999	200	140	58 000 - 58 999	411	288
29 000 - 29 999	204	145	59 000 - 59 999	417	292
30 000 - 30 999	214	150	60 000 - 60 999	424	297
31 000 - 31 999	220	154	61 000 - 61 999	431	302
32 000 - 32 999	229	160	62 000 - 62 999	439	307
33 000 - 33 999	235	164	63 000 - 63 999	444	311
34 000 - 34 999	243	169	64 000 - 64 999	453	317
35 000 - 35 999	249	174	65 000 - 65 999	459	321
36 000 - 36 999	256	180	66 000 - 66 999	467	326
37 000 - 37 999	263	184	67 000 - 67 999	473	331
38 000 - 38 999	270	190	68 000 - 68 999	480	337
39 000 - 39 999	276	194	69 000 - 69 999	488	341
40 000 - 40 999	285	199	70 000 - 70 999	495	347
41 000 - 41 999	291	204	71 000 - 71 999	501	351
42 000 - 42 999	299	209	72 000 - 72 999	509	356
43 000 - 43 999	305	213	73 000 - 73 999	515	361
44 000 - 44 999	312	218	74 000 - 74 999	523	366
45 000 - 45 999	319	223	75 000 - 75 999	529	370
46 000 - 46 999	326	228	76 000 - 76 999	537	375
47 000 - 47 999	333	233	77 000 - 77 999	544	380
48 000 - 48 999	341	239	78 000 - 78 999	552	387
49 000 - 49 999	347	243	79 000 - 79 999	559	391
50 000 - 50 999	355	248	80 000 et plus	566	397

Le montant de la participation financière ne peut en aucun cas être inférieur à 61 francs (minimum absolu) par jour.

Le montant de la participation financière est fixé à 566 francs par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement, pour 1995, des centres d'accueil et pouponnières.

La Ministre-Présidente,

Mme L. ONKELINX

## Annexe 2

1. Le calcul de la participation financière des parents pour un placement d'enfant dans les centres d'accueil et pouponnières est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

Lorsque l'un des membres du ménage est inscrit sous le régime ouvrier, employé, services publics et assimilés, et l'autre soumis à un autre régime, le revenu mensuel net du ménage est égal à l'addition des revenus mensuels nets des membres du ménage calculés chacun suivant le régime qui lui est applicable.

a) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation financière sont ceux du mois précédant l'entrée dans le milieu d'accueil.

Il y a lieu pour les membres du ménage inscrits sous les régimes ouvrier, employé, services publics assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 4.

Les membres du ménage soumis à un autre régime peuvent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques, accompagné d'une déclaration sur l'honneur.

b) Par "revenus à justifier", il faut entendre toutes les ressources financières du ménage et notamment :

- revenus professionnels;
- prestations sociales (maladie-invalidité-pensions-allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles-allocations de chômage-allocations aux handicapés);
- allocations de milice;
- bourse d'études;
- revenus garantis, minimum de moyens d'existence, aides financières C.P.A.S.

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

Les remboursements personnels ne peuvent pas être déduits.

c) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au milieu d'accueil de crise est déterminante pour adapter la participation financière, en cas de situation financière particulière d'une famille, pendant une période précise.

Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

d) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, prévue à l'annexe 3, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année en cours.

2. a) Lorsque deux enfants d'une même famille sont placés simultanément dans des milieux d'accueil de crise agréés et subventionnés par l'O.N.E., la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normalement due.

Des absences motivées de l'un des enfants ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés au même milieu d'accueil de crise.

b) La même réduction à 70 % est accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants faisant partie du ménage.

L'enfant handicapé pour lequel des allocations familiales majorées sont perçues compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage.

c) Pour les réductions prévues aux points a et b, la participation financière des parents ne peut toutefois être inférieure au minimum absolu.

3. Une provision peut être perçue lors de l'inscription de l'enfant. En aucun cas, cette provision ne peut excéder l'équivalent d'un mois de garde. Les montants afférents à cette provision sont restitués lors de la sortie de l'enfant après déduction des sommes restant dues au milieu d'accueil de crise par les parents.

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement, pour 1995, des centres d'accueil et pouponnières.

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

## Annexe 3

**Déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé**

Personne assumant la charge financière de l'enfant signant la présente déclaration :	Dénomination et adresse du centre d'accueil ou de la pouponnière :
Nom et prénom : .....	.....
Adresse : .....	.....
Relation parentale : .....	.....
Enfant inscrit : .....	.....
Nom et prénom : .....	.....
Adresse : .....	.....
Date de naissance : .....	.....
Composition de famille : .....	.....
Nombre d'enfants de la famille placés en milieu d'accueil subventionnés et soumis au même barème de redevances :	.....
.....	.....
.....	.....
Date d'inscription : .....	.....

.....  
 Réservé au centre d'accueil ou à la pouponnière  
 .....

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants ou d'une déclaration sur l'honneur établie de commun accord avec le travailleur social de l'établissement :

**MODELE A**

Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant pour l'année 1995 le barème de la participation financière des parents dans les frais de séjours des enfants hébergés dans les centres d'accueil et pouponnières agréés et subventionnés par l'O.N.E.

Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.

Date :

Signature :

**MODELE B**

Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets de mon ménage se décomposent comme suit

1<sup>o</sup> ..... F mois de .....  
 2<sup>o</sup> ..... F mois de .....

..... F

J'appuie cette déclaration des attestations remplies par les employeurs.

Date :

Signature :

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement, pour 1995, des centres d'accueil et pouponnières.

La Ministre-Présidente,  
 Mme L. ONKELINX

## Annexe 4

## ATTESTATION A REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR ET DESTINEE A

..... (désignation du milieu d'accueil)

Je soussigné(e) .....

agissant au nom de (dénomination et adresse de l'employeur) .....

certifie que M/Mme .....

domicilié(e) à .....

est à mon service en qualité de .....

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la cotisation de solidarité, mais y compris :

— l'allocation foyer-résidence: .....

— les autres avantages soumis à déclaration à l'O.N.S.S. ....

pour le mois de ..... s'élève à: ..... F

Cotisation:

— O.N.S.S.: ..... F

  Caisse veuves et orphelins: ..... F

  Caisse de répartition des Pensions communales: ..... F

  Précompte professionnel: ..... F

---

REMUNERATION NETTE: ..... F

— Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S., à préciser:

  Allocations de pause carrière: ..... F

  Autres: ..... F

Temps de service presté: .....

Fait à ..... le .....

Cachet de l'employeur ..... Signature

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement, pour 1995, des centres d'accueil et pouponnières.

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 - 2009

[C-Mac - 29341]

**21 APRIL 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1995 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven**

De Regering van de Franse Gemeenschap.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995, inzonderheid op de basisallocatie 41.01.12, organisatie-afdeling 25 - Titel I;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 maart 1995;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid de toelagen voor 1995 zonder verwijl uit te keren aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie behoren;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 7 april 1995 genomen beslissing.

Besluit :

**Artikel 1.** De "O.N.E." komt, ten belope van de hierna bepaalde bedragen, per dag en per kind, tegemoet in de huisvestingskosten van de door hem erkende kinderopvangcentra :

- 1° 1 805 F voor kinderen tussen nul en twee jaar (verjaardag);
- 2° 1 685 F voor kinderen van meer dan twee jaar tot 7 jaar (verjaardag);
- 3° 1 230 F voor kinderen van meer dan zeven jaar tot twaalf jaar (verjaardag), voor zover ze een broer en/of een zuster onder de zeven jaar vergezellen).

Deze bedragen worden echter slechts verleend voor zover er geen enkel andere toelage door een overheidsbestuur of een openbare instelling aan de instelling voor eenzelfde gerechtigde wordt gestort

**Art. 2.** Het bedrag van de tegemoetkoming van de "O.N.E." in de kosten voor de huisvesting van kinderen in de kinderdag- en nachtverblijven wordt, per dag en per gerechtigde, vastgesteld op :

- 1° 1 805 F voor kinderen tussen nul en twee jaar (verjaardag);
- 2° 1 685 F voor kinderen van meer dan twee jaar tot zeven jaar (verjaardag)

Deze bedragen worden echter slechts verleend voor zover geen andere toelage door een overheidsbestuur of een openbare instelling aan de instelling voor eenzelfde gerechtigde wordt gestort

**Art. 3.** Wanneer een overheidsbestuur of een openbare instelling overgaat tot een plaatsing in een opvangcentrum of in een kinderdag- en nachtverblijf, komt het of komt zij tegemoet ten belope van de dagbedragen vastgesteld in de artikelen 1 en 2.

Bovendien dekt het of dekt zij de financiële bijdrage van de ouders die forfaitair vastgesteld is op 435 F per dag en per kind.

**Art. 4.** Wanneer een overheidsbestuur of een openbare instelling in de onmogelijkheid verkeert de in de artikelen 1 en 2 bedoelde bedragen uit te betalen, dan kan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" binnen de perken van zijn kredieten, het verschil tussen de tegemoetkoming van die instelling en de voornoemde bedragen ten laste nemen, behalve voor de plaatsingen die op initiatief van het Bestuur voor hulpverlening aan de jeugd gedaan worden.

**Art. 5.** De "Office de la Naissance et de l'Enfance" kan aan de inrichtende machten van opvangcentra en kinderdag- en nachtverblijven, voorschotten op toelagen toekennen volgens de door hem bepaalde nadere regels.

**Art. 6.** De in de voorafgaande artikelen bepaalde tegemoetkomingen worden slechts toegekend binnen de perken van de hertoe op de begroting van de "O.N.E." uitgetrokken kredieten.

**Art. 7.** De in artikel 1 bedoelde kinderopvangcentra alsook de in artikel 2 bedoelde kinderdag- en nachtverblijven, zijn ertoe gehouden van de ouders of van de personen die de kinderen wettelijk ten laste hebben, een financiële bijdrage te eisen die voor elke plaatsingsdag berekend is volgens het schema bepaald in bijlage 1

**Art. 8.** De wijze waarop de in artikel 7 bepaalde financiële bijdrage wordt berekend, is opgenomen in bijlage 2 van dit besluit.

**Art. 9.** De modellen van de documenten die de ouders of de personen die de kinderen wettelijk ten laste hebben, dienen in te dienen, zijn opgenomen in de bijlagen 3 en 4.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995, behoudens artikel 7, dat in werking zal treden op de datum waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt

**Art. 11.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 april 1995

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage I

Maandelijkse gecumuleerde netto-inkomsten van het gezin	Financiële bijdrage per dag en per kind		Maandelijkse gecumuleerde netto-inkomsten van het gezin	Financiële bijdrage per dag en per kind	
	100 %	70 %		100 %	70 %
20 999	61	61			
21 000 - 21 999	116	82	51 000 - 51 999	361	253
22 000 - 22 999	137	96	52 000 - 52 999	368	259
23 000 - 23 999	157	110	53 000 - 53 999	375	262
24 000 - 24 999	172	120	54 000 - 54 999	382	268
25 000 - 25 999	177	125	55 000 - 55 999	389	272
26 000 - 26 999	187	131	56 000 - 56 999	397	277
27 000 - 27 999	193	135	57 000 - 57 999	403	283
28 000 - 28 999	200	140	58 000 - 58 999	411	288
29 000 - 29 999	204	145	59 000 - 59 999	417	292
30 000 - 30 999	214	150	60 000 - 60 999	424	297
31 000 - 31 999	220	154	61 000 - 61 999	431	302
32 000 - 32 999	229	160	62 000 - 62 999	439	307
33 000 - 33 999	235	164	63 000 - 63 999	444	311
34 000 - 34 999	243	169	64 000 - 64 999	453	317
35 000 - 35 999	249	174	65 000 - 65 999	459	321
36 000 - 36 999	256	180	66 000 - 66 999	467	326
37 000 - 37 999	263	184	67 000 - 67 999	473	331
38 000 - 38 999	270	190	68 000 - 68 999	480	337
39 000 - 39 999	276	194	69 000 - 69 999	488	341
40 000 - 40 999	285	199	70 000 - 70 999	495	347
41 000 - 41 999	291	204	71 000 - 71 999	501	351
42 000 - 42 999	299	209	72 000 - 72 999	509	356
43 000 - 43 999	305	213	73 000 - 73 999	515	361
44 000 - 44 999	312	218	74 000 - 74 999	523	366
45 000 - 45 999	319	223	75 000 - 75 999	529	370
46 000 - 46 999	326	228	76 000 - 76 999	537	375
47 000 - 47 999	333	233	77 000 - 77 999	544	380
48 000 - 48 999	341	239	78 000 - 78 999	552	387
49 000 - 49 999	347	243	79 000 - 79 999	559	391
50 000 - 50 999	355	248	80 000 en meer	566	397

Het bedrag van de financiële bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 61 F (absoluut minimum) per dag.

Het bedrag van de financiële bijdrage is vastgesteld op 566 F per dag voor de ouders die het bewijs van hun inkomsten niet bezorgen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1995 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

De Minister-Voorzitter.

Mevr. L. ONKELINX

## Bijlage 2

1. De berekening van de financiële bijdrage van de ouders voor de plaatsing van een kind in opvangcentra en kinderdag- en nachtverblijven, steunt op de maandelijks gecumuleerde netto-inkomsten van het gezin.

Wanneer een van de gezinsleden onder het stelsel van werknemer, bediende, overheidsdiensten en daarmee gelijkgestelde diensten ingeschreven is, en de andere onder een ander stelsel valt, is het maandelijks netto-inkomen van het gezin gelijk aan de som van de maandelijks netto-inkomens van de gezinsleden, elk berekend volgens het op hem toepasselijk stelsel.

a) De maandelijks gecumuleerde netto-inkomens van het gezin die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de financiële bijdrage, zijn die van de maand die de opnemings- of opvangvoorziening voorafgaat.

De gezinsleden die ingeschreven zijn onder het stelsel van werknemer, bediende, overheidsdiensten en daarmee gelijkgestelde diensten, moeten het document vermeld in bijlage 3 door hun werkgever laten invullen.

De gezinsleden die onder een ander stelsel vallen, mogen het recentste aanslagbiljet betreffende de belasting voor natuurlijke personen voorleggen, samen met een verklaring op erewoord.

b) Onder "te verantwoorden inkomsten" dient te worden verstaan: alle financiële middelen van het gezin, inzonderheid:

- beroepsinkomsten;
- sociale prestaties (ziekte-invaliditeit-pensioenen-toelagen voor arbeidsongevallen en beroepsziekten-werkloosheids-uitkeringen-toelagen voor gehandicapten);
- uitkeringen voor dienstplicht;
- studiebeurs;
- gewaarborgde inkomsten- bestaansminimum- financiële steun O.C.M.W.

De uitkeringen voor levensonderhoud worden toegevoegd aan de referentieinkomsten, indien ze worden ontvangen.

Ze worden afgetrokken, indien ze worden gestort.

De persoonlijke terugbetalingen mogen niet worden afgetrokken.

c) Het sociaal onderzoek, ingesteld door de maatschappelijke werker, aangewezen voor de crisisopvangvoorziening, is doorslaggevend om de financiële bijdrage aan te passen, in het geval van een bijzondere financiële toestand van een gezin, tijdens een welbepaalde periode.

Elke afwijking van deze geldschaal moet echter schriftelijk worden verantwoord.

d) De in bijlage 3 bepaalde aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande ouder, gestaafd door het bewijs van de inkomsten, moet worden bewaard tot het einde van het lopende jaar.

2. a) Wanneer twee kinderen van eenzelfde gezin tegelijkertijd in door de "O.N.E." erkende en betaalde crisisopvangvoorzieningen worden geplaatst, wordt de voor elk kind vereiste financiële bijdrage verlaagd tot 70 % van de normaal verschuldigde bijdrage.

Door met redenen geïllustreerde afwezigheden van een van de kinderen verliezen de ouders het recht op deze maatregel niet.

De maatschappelijke werker verifieert de gelijktijdigheid van de plaatsing wanneer de twee kinderen niet aan dezelfde crisisopvangvoorziening worden toevertrouwd.

b) Dezelfde verlaging tot 70 % wordt toegekend voor elk kind dat deel uitmaakt van een gezin met drie kinderen ten laste.

Het gehandicapte kind voor wie vermeerderde kinderbijslag wordt ontvangen, telt voor twee eenheden bij het berekenen van het aantal kinderen die deel uitmaken van het gezin.

c) Wat de in de punten a en b bedoelde verlagingen betreft, mag de financiële bijdrage echter in geen geval lager zijn dan het absoluut minimum.

3. Bij de inschrijving van het kind kan een provisie gevorderd worden. Die provisie mag in geen geval de tegenwaarde van een maand opvang overschrijden. De bedragen die betrekking hebben op deze provisie worden terugbetaald wanneer het kind de voorziening verlaat, na aftrek van de door de ouders nog verschuldigde som aan de crisisopvangvoorziening.

Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1995 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX



## Bijlage 3

**Aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande ouder**

Persoon die instaat voor de financiële last van het kind en die deze aangifte ondertekent :	Benaming en adres van het opvangcentrum of van het kinderdag- en nachtverblijf :
Naam en voornaam : .....	.....
Adres : .....	.....
Ouderschapsverband : .....	.....
Ingeschreven kind : .....	.....
Naam en voornaam : .....	.....
Adres : .....	.....
Geboortedatum : .....	Voorbehouden voor het opvangcentrum of het kinderdag- en nachtverblijf
Samenstelling van het gezin : .....	.....
Aantal kinderen van het gezin, geplaatst in betoelaagde opvangvoorzieningen, en die aan dezelfde geldschaal van de bedragen onderworpen zijn :	.....
.....	.....
Inschrijvingsdatum : .....	.....

Deze aangifte wordt aangevuld met een van de volgende modellen of met een verklaring op creword, opgesteld in gemeen overleg met de maatschappelijk werker van de instelling :

**MODEL A**

Ik, ondergetekende, verklaar kennis te hebben genomen van het besluit tot vaststelling, voor het jaar 1995 van de geldschaal voor de financiële bijdrage van de ouders in de kosten voor het verblijf van de kinderen in de door de "O.N.E." erkende en betoelaagde opvangcentra, en kinderdag- en nachtverblijven.

Ik leg geen enkel bewijs van inkomsten voor en verbind me ertoe het bedrag van de in dit besluit vermelde maximale financiële bijdrage te betalen.

Datum :

Ondertekening :

**MODEL B**

Ik, ondergetekende, verklaar dat de maandelijkse netto inkomsten van mijn gezin opgesplitst zijn als volgt :

- 1 ..... E-maand .....
- 2 ..... E-maand .....
- ..... E

Ik staaf deze verklaring met attesten die door de werkgevers worden ingevuld.

Datum :

Ondertekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1995 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX

## Bijlage 4

## ATTEST DOOR DE WERKGEVER IN TE VULLEN EN BESTEMD VOOR

..... (naam van de opvangvoorziening)

Ik ondergetekende .....  
 handelend in de naam van (benaming en adres van de werkgever) .....

.....  
 verklaar dat de heer/Mevr. ....  
 gehuist is te .....  
 bij mij in dienst is als .....

Zijn/haar maandelijks brutobezoldiging, de kinderbijslag niet inbegrepen en na aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar met inbegrip van :

— de huur- en standplaatsstoelage: .....

— de andere voordelen onderworpen aan de R.M.Z.-aangifte:  
 bedraagt, voor de maand : .....

Af te trekken :

— R.M.Z.- bijdrage : .....

— Weduwen- en wezenkas : .....

— Omslagkas voor gemeentepensioenen : .....

— Bedrijfsvoorheffing : .....

NETTOBEZOLDIGING : .....

— Andere maandelijks voordelen, niet onderworpen aan de R.M.Z., nader te bepalen :

— Loopbaanonderbrekingstoelage : .....

— Andere : .....

Gepresteerde diensttijd : .....

Gedaan te Datum :  
 Stempel van de werkgever Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1995 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

De Minister-Voorzitter,

Mevr. L. ONKELINX

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 2010

IC — 274031

#### 13 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes

Le Gouvernement wallon,

- Vu le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes;
  - Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;
  - Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;
  - Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 27 mars 1995;
  - Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mars 1995;
  - Vu l'accord du Ministre du Budget;
  - Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;
  - Vu l'urgence motivée par le fait qu'il importe de fixer au plus tôt les normes d'exécution du décret du 28 juillet 1992 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'accompagnement aux personnes handicapées adultes;
- Considérant qu'il est impératif d'assurer la continuité des soutiens à apporter aux personnes handicapées, il est tout aussi impératif que ces services bénéficient d'un subventionnement régulier sur base de critères objectifs;